

Légende : en noir : Existant en orange : Nouveauté en vert : Modification

Le conseil communautaire donne délégation au Président, pour la durée du mandat, pour les effets suivants :

- ✓ La préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics **et accords-cadres** de travaux, fournitures et services d'un montant inférieur ~~à 20 000 euros H.T~~ **au seuil fixé par le Code de la commande publique pour les procédures de gré à gré ne nécessitant ni publicité ni mise en concurrence préalable ;**
- ✓ ainsi que toute décision concernant ~~leurs~~ **les** avenants **aux marchés publics** qui ~~n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5%~~ **quelque soient leurs montants** lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ✓ La passation ou le renouvellement de contrats de maintenance ou d'entre tien, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ✓ La conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
- ✓ Les contrats d'assurance et l'acceptation des indemnités de sinistre,
- ✓ L'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 5 000 euros TTC,
- ✓ Intenter au nom de la communauté de communes du Bassin de Marennes, les actions en justice ou de défendre l'intercommunalité dans les actions intentées contre elle, en demande comme en défense, en première instance comme à hauteur d'appel ou de pourvoir en cassation, devant les juridictions administratives. Cette compétence s'étend au dépôt de plainte avec ou sans constitution de partie civile au nom de la communauté de communes,
- ✓ Le règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- ✓ **La conclusion de tout protocole transactionnel (art. 2044 et suivants du Code Civil) ou protocole d'accord avec un tiers, destiné à terminer ou prévenir un litige ou un contentieux, n'excédant pas 10 000 euros ;**
- ✓ **La contractualisation de lignes de trésorerie pour une durée maximale d'un an ;**
- ✓ **La signature des conventions de mise à disposition de locaux ou de matériel, les conventions partenariales, financières et de coopération, consenties à titre gracieux ou autorisées budgétairement et n'excédant pas 10 000 euros par an ainsi que les avenants y afférents ;**
- ✓ **La signature des contrats avec les repreneurs de matériaux recyclés ou avec des éco-organismes ;**
- ✓ **La sollicitation de subventions au profit de la CCBM auprès des organismes publics et privés, nationaux ou européens, la signature des conventions de financement correspondantes ainsi que l'approbation des plans de financement, en conformité avec les autorisations budgétaires ;**
- ✓ L'attribution des subventions SEUDRE ALABRI conformément au règlement d'attribution des aides accordées dans le cadre du fonds relatif aux travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations de l'estuaire de la Seudre ;
- ✓ **L'attribution des subventions OPAH-RU conformément au règlement d'attribution des aides financières s'inscrivant dans le cadre de la convention d'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain sur le territoire de la CCBM ;**
- ✓ Les décisions relatives à la mise en œuvre du projet d'établissement de l'Ecole de Musique du Bassin de Marennes ainsi que celles relatives au Contrat Territorial

d'Éducation Artistique et Culturelle, et notamment la signature des contrats d'engagements, conventions partenariales, demandes et réattributions de subventions de la DRAC et du Conseil Départemental, renouvellement et mise en œuvre de l'appel à projet « Résidence d'artistes francophones Marennes-Oléron ».

Le Président peut accorder, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses délégations aux Vice-présidents dans leurs domaines de compétences respectifs. En cas d'absence ou d'empêchement du Président, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation pourront être prises par son remplaçant. Le Président peut subdéléguer sa signature à certains agents, conformément à l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, par arrêté.

Il est précisé que les décisions prises en vertu de ces délégations feront l'objet d'une communication au conseil communautaire lors de chaque séance.